



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

croissance et emploi

Question au Gouvernement n° 1072

Texte de la question

POLITIQUE ÉCONOMIQUE

M. le président. La parole est à M. Dino Cinieri, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

M. Dino Cinieri. Monsieur le Premier ministre, une fois de plus, vous vous défilez : vous ne répondez pas aux questions de votre opposition. Tout n'est pas rose, n'oubliez pas que nous sommes tous pour la liberté, l'égalité et la fraternité. N'oubliez pas non plus que le public, le 14 juillet, a sifflé le Président de la République. (*Vives protestations sur les bancs des groupes SRC, écologiste et RRD. — « Eh oui ! » sur plusieurs bancs du groupe UMP.*) Au plus bas dans les sondages, le Président de la République a affiché un optimisme insouciant lors de son allocution élyséenne du 14 juillet. Passons sur le reniement que constitue cette prise de parole depuis l'Élysée. « Moi, Président... », avait-il dit : les temps ont bien changé ! Aujourd'hui, il faut que M. Hollande quitte son bureau de l'Élysée pour entendre la détresse des Français et ressentir ce qu'est leur vraie vie, qu'ils soient retraités, employés, artisans, agriculteurs ou entrepreneurs.

« La reprise, elle est là ! » a-t-il déclaré. Mais alors, pourquoi annoncer une nouvelle hausse des impôts ? Les économistes sont unanimes pour considérer que votre politique ne permet pas de stimuler l'emploi et l'investissement.

Aujourd'hui, l'image de la France est dégradée. Ce n'est pas seulement notre triple A que nous avons perdu, c'est aussi la confiance de nos forces actives. Le chômage augmente, les carnets de commandes des entreprises ne se remplissent pas et les ménages constatent tristement une érosion de leur pouvoir d'achat. Vous démoralisez les familles en remettant en cause la politique familiale qui a pourtant fait ses preuves !

Le Gouvernement, que vous tentez en vain de contrôler à défaut de le coordonner, fonctionne cahin-caha selon la technique de la méthode Coué. Mais ce n'est pas en invoquant benoîtement la croissance que celle-ci va revenir ! C'est en baissant les dépenses publiques de fonctionnement, en faisant des réformes structurelles, en diminuant les charges qui pèsent sur les entreprises.

Alors, de grâce, monsieur le Premier ministre, arrêtez d'augmenter les impôts, libérez l'économie et répondez à nos questions ! (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe UMP.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'économie et des finances.

M. Pierre Moscovici, *ministre de l'économie et des finances*. Monsieur le député, le Président de la République, le 14 juillet, a délivré aux Français un message qui est un message de mobilisation et de confiance dans le pays. (*Exclamations et rires sur les bancs du groupe UMP.*) Ce que nous pourrions attendre de l'opposition qui a tant échoué, ce n'est pas qu'elle nous prodigue des conseils ou qu'elle nous donne des leçons, c'est qu'elle soit aux côtés des Français.

Le Président de la République a raison. Bien sûr, la situation de la France est compliquée. Bien sûr, nous avons à redresser des comptes publics que vous avez laissés dégradés comme jamais, une dette publique qui a explosé durant les années où vous étiez aux responsabilités. Bien sûr, nous avons à améliorer une compétitivité qui a beaucoup diminué, et nous voyons, entreprise par entreprise, à quel point l'effort à faire est grand.

Mais c'est vrai : la France est en train de sortir de la récession. (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*)
Tant l'INSEE que la Banque de France prévoient pour le deuxième trimestre de 2013 une croissance positive, de l'ordre de 0,2 %. Au lieu de vous réjouir de nos difficultés, observez les signaux qui apparaissent ici et là : je pense à l'investissement industriel qui repart plus qu'en Allemagne, je pense à la consommation des ménages, je pense au pouvoir d'achat, je pense aux embauches.

Tout cela, mesdames et messieurs les députés, ne fait évidemment pas une croissance au niveau que nous souhaitons. Mais c'est la concrétisation de l'effort que nous faisons pour réformer notre pays, pour le redresser, à travers le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi, à travers les réformes structurelles que nous entreprenons.

Je dis à mon tour aux Français que l'effort était nécessaire, mais que cet effort aboutit aujourd'hui à des résultats et vous devriez plutôt, mesdames et messieurs de l'opposition, être à nos côtés pour les accompagner.
(*Applaudissements sur plusieurs bancs des groupes SRC, écologiste et RRDP.*)

Données clés

Auteur : [M. Dino Cinieri](#)

Circonscription : Loire (4^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1072

Rubrique : Politique économique

Ministère interrogé : Économie et finances

Ministère attributaire : Économie et finances

Date(s) clé(e)s

Question publiée au JO le : [17 juillet 2013](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [17 juillet 2013](#)